

L'extrême droite au pouvoir en Israël

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 22 novembre 2022

Avec 14 députés élus lors des dernières élections du 1er novembre 2022, l'alliance d'extrême droite « Sionisme religieux » a de grandes chances d'entrer au gouvernement.

Qui sont ces députés ?

Ils sont les héritiers directs du mouvement extrémiste du rabbin Meïr Kahane, le Kach, interdit en Israël et aux États-Unis pour terrorisme (mais pas en France !). Les leaders sont Itamar Ben Gvir et son parti « Force juive », ainsi que Bezalel Smotrich à la tête du parti sioniste-religieux. Le premier appartient aux admirateurs de Baruch Goldstein, qui a tué 29 Palestiniens en prière, le 25 février 1994, à Hébron. Le mois dernier, il a brandi un pistolet à Cheikh Jarrah, et exigé de la police qu'elle fasse feu sur des lanceurs de pierres. Il affirme qu'il n'y a pas de place pour deux peuples en Israël ou deux peuples vivant côte à côte.

Mais leurs discours racistes et suprémacistes revendiqués, fascisants, expriment juste sans fard les idées de la droite sioniste traditionnelle, de Netanyahu ou de Bennett, premier ministre jusqu'en juin dernier. Ceux considérés comme « centristes », comme le toujours actuel Premier ministre de transition, Yaïr Lapid, coupable notamment des crimes de guerre à Gaza cet été, ne valent guère mieux. En effet, l'occupation et la colonisation qui s'enracinent, le meurtre quasi quotidien de Palestiniens, pour la plupart très jeunes, l'impunité des colons, les destructions de maisons, les expulsions, l'apartheid, l'incitation à la haine entre Juifs et Arabes, la religion comme socle de l'identité nationale, tout cela s'est mis en place bien avant cette extrême droite

kahaniste, car c'est la conséquence inéluctable du sionisme qui s'incarne dans l'idée même d'un État juif.

L'opposition a disparu

Face à cela, l'opposition dite de gauche, parce que comment peut-on être de gauche en étant sioniste, a disparu dans la radicalité grandissante de la droite. Le Meretz, vestige du « camp de la paix », qui avait accepté de faire partie de la coalition précédente, n'a même pas 3,5 % de voix, donc pas de député. Les travaillistes, quant à eux, sont complètement laminés, n'obtenant que 4 sièges. Ainsi, les voix de la gauche israélienne s'expriment-elles essentiellement maintenant dans le journal Haaretz avec Gidéon Lévy, Amira Hass, mais aussi le jeune historien Adam Raz qui recherche toutes les traces des crimes enfouies par l'histoire officielle et que le journal publie régulièrement. Quant aux Palestiniens d'Israël, la collaboration de certains avec Bennett et Lapid et leurs divisions leur ont été fatales et ils n'ont plus que 10 députés, contre 15 en 2020. Le Balad quant à lui – parti nationaliste palestinien, antisioniste – n'a pas pu réunir les 3,5 % de voix nécessaires et n'a en conséquence aucun député. Les appels au boycott des élections se sont multipliés, justifiés par le refus de légitimer les institutions sionistes.

La jeunesse s'investit dans la résistance

Face à cela, la résistance palestinienne s'incarne aujourd'hui dans la jeunesse. S'il existe toujours, bien sûr, une forte résistance pacifique, en particulier dans l'ensemble de la Cisjordanie, de nouveaux mouvements de résistance armée sont nés, comme « La Tanière des Lions ». Si, au départ, leur objectif était de défendre leurs villes contre l'armée et les colons, il est maintenant aussi d'attaquer l'occupant. Ces jeunes assument ce choix légitime et radical devant l'absence de toute perspective politique. Les organisations politiques ont démissionné de leur rôle depuis plusieurs années et sont en décalage avec la réalité vécue. Quant à l'Autorité

palestinienne, elle est complètement discréditée par sa corruption et sa complicité totale avec l'occupant. Cette résistance armée qui a commencé à Jénine et à Naplouse, avec la formation des Brigades, existe désormais dans de nombreux camps de réfugiés, devenus ainsi la cible privilégiée de la répression coloniale la plus féroce. Cependant, on peut souligner que la résistance armée n'a, par le passé, jamais permis de faire bouger d'un iota la politique coloniale israélienne, tant la dissymétrie est grande entre l'énormité des moyens répressifs des forces d'occupation israéliennes et la modestie des moyens de la résistance armée palestinienne.

La nécessaire solidarité

Face à cela, quels sont nos devoirs de solidarité ? Israël pense gagner en détruisant systématiquement l'espace, les maisons, la politique, l'économie, la force de résistance, la culture palestinienne. Nos actions de solidarité doivent justement s'appuyer sur cette société civile qu'ils essaient de détruire. Nous devons être leur porte-voix. Ainsi, nous devons faire signer le plus largement l'ICE (Initiative Citoyenne européenne) : il s'agit de dire avec force à l'Union européenne de mettre fin au commerce avec les colonies en territoire occupé. Il reste tout juste 3 mois pour atteindre un million de signatures. Nous en sommes encore loin. Le lien à diffuser : <https://plateforme-palestine.org/StopColonies>. Voir aussi l'article sur notre site « [Commerce avec les colonies israéliennes : avec l'ICE, il est urgent de dire stop](#) ». Mobilisons-nous pour la libération des prisonniers politiques palestiniens, Salah Hamouri et tous les autres. Nous devons aussi nous investir pleinement dans les 3 lettres de BDS, Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Car cette violence coloniale ne cessera pas, tant que durera l'impunité dont bénéficie l'État israélien, avec le soutien indéfectible des grandes puissances dont la nôtre. Rappelons que la défense du droit international ne se divise pas, qu'il soit violé en Ukraine, en Iran ou en Palestine. Si on ne le défend pas partout, il s'affaiblit partout. Or, Macron, qui a très

rapidement félicité Netanyahu, assimile la lutte contre l'apartheid israélien à de l'antisémitisme. Il ne cherche qu'à renforcer ses liens avec Israël, tout comme l'Union européenne. Le Conseil d'association UE-Israël a ainsi été ravivé le mois dernier, après 10 ans d'interruption. Nous devons aussi dénoncer et lutter contre cette politique française qui n'a jamais été autant pro-israélienne. Pour cela, soutenons également l'initiative parlementaire contre l'apartheid du député PCF Jean-Paul Lecoq rejoint par d'autres députés de la NUPES.

Commission Palestine d'Ensemble !, mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire.

Le 21 novembre 2022